

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Commissariat à la Sécurité
Alimentaire (CSA)

Projet de Mobilisation des Initiatives
en matière de Sécurité Alimentaire
au Mali (PROMISAM)



REPUBLIQUE DU MALI

Un Peuple – Un But – Une Foi

REGION DE TOMBOUCTOU
Cercle de Diré
Commune rurale de Haibongo

PLAN DE SECURITE ALIMENTAIRE COMMUNE RURLE DE HAIBONGO

2006 - 2010

*Elaboré avec l'appui technique et financier de l'USAID-Mali
à travers le projet d'appui au CSA, le PROMISAM*



Juin 2006

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION:

Le processus de décentralisation engagé par l'Etat repose sur le fait que les collectivités territoriales (CT) prennent en charge leurs affaires locales. Elles ont ainsi la mission de conception, de programmation et de mise en œuvre des actions de développement économique, social et culturel.

L'Etat malien dans sa politique de lutte contre la pauvreté a mis en place une structure pour juguler les effets de la pauvreté à savoir le Commissariat à la Sécurité Alimentaire qui après une mission de terrain s'est rendu compte des principaux besoins des populations. D'où l'une des recommandations de cette mission a été d'instituer un plan de sécurité alimentaire dans chaque commune.

La notion de sécurité alimentaire est définie comme :

- « accès par toutes les personnes à tout moment à une nourriture suffisante pour mener une vie active et saine » par la Banque Mondiale ;
- « L'accès durable et assuré pour tous les groupes et individus sociaux à la nourriture adaptée en quantité et en qualité pour satisfaire nos besoins alimentaires »

C'est dire que l'assurance d'une bonne sécurité repose sur la mise en place des 4 piliers suivants : la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité.

La commune de Haïbongo dispose d'espaces cultivables et des ressources en eau. A l'instar de toutes les autres communes du cercle, elle a été frappée par certaines crises alimentaires des années 1973 et 1985 et fut touchée par la dernière invasion acridienne de 2004.

L'objectif global de ce plan de sécurité alimentaire pour l'exercice 2006-2010 est d'assurer la sécurité alimentaire de l'ensemble de la population de la commune.

II. APERCU SUR LA COMMUNE :

Fondé vers le 12^{ème} siècle, le village de Haibangou a pour fondateur Alpha Ibrahim Touré, grand Marabout, était accompagné de ses disciples. Cette appellation veut dire littéralement l'aîné de la ligne « Hai di bomo » qui donnera Haïbango à la suite avec les blancs.

La commune a été créée avec l'avènement de la décentralisation par, la loi 96-059 du 4/11/96 portant création des communes.

Selon l'article 3 de la loi 93-008 du 11 février 93, les collectivités territoriales ont pour mission la conception la programmation et la mise en œuvre des actions de développement économiques, sociales et culturelles d'intérêt régional ou local.

L'élaboration de ce programme doit être consultatif c'est-à-dire prendre l'avis des conseils de villages ou/et fractions ou des chefs de quartiers concernés comme stipulé dans les articles 17 et 72 de la loi 95-034 portant code des collectivités territoriale en en république du Mali.

Elle est composée de 12 villages 2 fractions.

La commune de Haïbangou est située à 18 km à l'Est du cercle de Diré, aussi par les bras du fleuve Niger en période des hautes eaux, un relief avec les dunes de sable, un climat sahélien.

Elle est limitée :

- A l'Est par la commune de Haribomo (Gourma-Rharous)
- A l'Ouest par la commune de Tienkour
- Au Nord par celles de Kirchamba et Dangha
- Au Sud par celle de Saréyamou

La population de la commune rurale de Haïbango est de 15 403 habitants répartie entre Sonrhaï majoritaire, Peulhs, Tamasheqs, Bella, Bozos.

L'agriculture, l'élevage, la pêche, l'artisanat et le commerce constituent les principales activités économiques de la commune jadis florissante, rencontre depuis quelques années de difficultés dues aux aléas climatiques entraînant une sécheresse endémique. Contraintes générales de développement : en plus des aléas climatiques cités dessus, d'autres existent : l'exode rural, l'analphabétisme, l'enclavement et la faiblesse des moyens financiers etc.

En plus des aléas climatiques catastrophiques, pluies rares, sécheresse extrême ensablement des cours d'eau, destruction des forêts classés, la commune connaît aussi des difficultés de communication et de déplacement.

III. RESULTATS DU DIAGNOSTIC COMMUNAL

Voici les résultats issus des diagnostics par domaines d'activités :

1. L'agriculture :

Elle est une des principales activités de la population et est dominée par les cultures céréalières (riz, mil, sorgho) pratiquées sur en périmètres irrigués villageois et sur les plaines dunaires.

Les contraintes liées à l'essor de l'agriculture demeurent d'ordre matériels et organisationnel. En effet le niveau d'équipement est passable. Les agriculteurs ne connaissent guère le slogan « s'équiper en reboisant ». Le rendement du système de production est modeste dans l'ensemble.

Aujourd'hui, la commune exploite au total 37 PIV irrigués avec des motopompes d'état plus ou moins passable subissant des pannes fréquentes. Le rendement de ces PIV et des cultures dunaires sont loin de satisfaire les besoins alimentaires de toute la population de la commune. C'est pourquoi, il s'avère urgent d'aménager les petites mares de certains villages et curer les voies de passage de l'eau pour répondre aux vœux des populations. Les organisations paysannes commencent à sortir de l'informel.

Concernant le niveau de dégradation des sols il faut noter qu'il est très élevé. Il se fait surtout sentir partout dans la commune. A tout cela il faut évoquer le problème de l'ensablement qui commence à menacer sérieusement dans la commune.

La commune de Haïbango doit, avec l'appui de ses partenaires chercher à vite aménager les espaces cultivables qui demeurent de grandes potentialités en matière de développement pour assurer la sécurité alimentaire de la jeune commune.

Pour palier à ces problèmes il faut nécessairement former les organisations paysannes par rapport aux tâches qui sont les leurs afin qu'ils les appréhendent mieux, mais aussi les outiller en matériels de travail adéquats ceci afin de lutter efficacement contre l'insécurité alimentaire.

2. L'élevage :

Il constitue grande activité économique de la commune. Les principaux animaux élevés sont : les bovins, les caprins, les ovins, quelques asins, équidés et camelin. Un début d'association de l'agriculture à l'élevage est amorcé.

Cet élevage malgré la possibilité de ses potentialités est confronté à l'insuffisance, au manque d'eau et à l'occupation des zones des pâturages. Les animaux sont victimes de maladies et ne sont pas régulièrement vaccinés, faute de disponibilité d'infrastructures et de produits vétérinaires.

Ce sont ces contraintes qui freinent le développement de l'élevage dans la commune. Un encadrement des services techniques dans ce domaine contribuera sans nul doute à accroître la production alimentaire dans ce sens.

Aussi pour la bonne marche de l'élevage il faut nécessairement mener les activités ci-dessous :

- ✓ Aménager des vastes étendus de bourgoutières ;
- ✓ Creusement d'un certain nombre des puits pastoraux ;
- ✓ Construire un certain nombre de parcs de vaccination ;
- ✓ Avoir un marché à bétail qui répond aux normes ;
- ✓ Alimenter la commune en embouche bovine.

3. La pêche :

Elle demeure une activité d'une bonne tranche de la population. Très faible, elle se pratique dans des mares et des cours d'eau de façon temporaire. Les principales contraintes sont d'ordre climatique notamment l'insuffisance de crue et l'assèchement précoce de certaines mares. Les problèmes liés à l'essor de la pêche sont d'ordre technique se traduisant par le manque d'équipements, d'ordre organisationnel. L'insuffisance de l'encadrement et de l'appui se fait sentir au niveau de la conservation, de la transformation et de la commercialisation du poisson. Leur prise en charge dans le plan de sécurité alimentaire peut constituer un élément d'utilisation appropriée des aliments et par la même occasion réduire les maladies liées à l'hygiène alimentaire.

4. L'artisanat :

L'artisanat est très pratiqué par la population surtout les femmes. Il occupe une grande majorité de personnes et participe beaucoup à l'émergence de l'économie de la commune.

5. Le commerce :

Le commerce de détails porte sur les produits agricoles, laitiers, le bétail sur pied, les produits industriels importés et de l'artisanat (nattes colorées, étoffes, vannerie, cordage, chaussures, harnachement).

La population de la commune commerce généralement avec toutes les communes voisines. Le commerce au niveau local mérite d'être renforcé par l'instauration d'autres foires et par la libéralisation du marché ou l'appui aux commerçants de la commune. Mais, pour cela il urge de désenclaver les différentes zones de production de la commune.

Une des recommandations au développement du commerce serait le désenclavement de la commune par la réalisation des routes reliant la commune aux autres centres urbains tels que Diré.

Mieux, il serait d'un apport inestimable pour les commerçants d'être bénéficiaires des fonds alloués par l'Etat malien aux commerçants détaillants et la promotion des systèmes financiers décentralisés dans la commune.

6. La Santé :

La couverture sanitaire est faible dans la commune. On compte 1 CSCOM à Haïbongo. Les contraintes sont nombreuses et ont pour noms : Enclavement, éloignement du CSCOM par rapport aux villages et par rapport au centre de référence ; insuffisance de médicaments, d'équipement et de matériels ; le manque de moyens de transport occasionnant de perte de vies humaines.

Pour solutionner ces problèmes, il est nécessaire d'appuyer la commune en dotation de médicaments, en équipement et matériels et des moyens de transport adéquats.

7. Hydraulique :

Tous les villages de la commune ne disposent pas de points d'eau potable. Quelques villages continuent à s'approvisionner à l'eau des rivières avec les risques de contamination. Les puits existants de quelques villages sont dégradés.

Il faut par ailleurs noter que le ratio population/puits reste très élevée d'où la programmation de fonçage de puits à grand diamètre dans beaucoup de villages de la commune.

8. Education :

Le taux de scolarisation reste encore très faible. La commune compte sur son territoire trois premiers cycles à Minessingué, à Haïbongo et Kabaiaka. Ces écoles existantes sont confrontées au manque de matériels et fournitures scolaires, à l'éloignement des écoles par rapport aux villages d'aire scolaire d'où la faiblesse de fréquentation scolaire et au manque de cantines scolaires.

9. Communication et Désenclavement :

La prise en compte de ce facteur est l'élément salvateur de la sécurité alimentaire dans la commune. En effet, la zone connaît un enclavement sans précédent pendant la crue. Le déplacement est très difficile pendant cette période. La voie routière devient très difficile à pratiquer surtout en période d'hivernage.

L'analyse des diagnostics démontre un ensemble de potentiels agro – sylvo - pastoral très conséquents dans la commune. Cependant les contraintes liées aux aléas climatiques, à l'invasion acridienne, à la coupe abusive du couvert végétal risquent de compromettre le développement de la jeune commune.

Malgré tout, si les interventions des partenaires au développement comme le PADLT, le PACRT, l'ANICT, le jumelage, et tant d'autres, sont suivies régulièrement avec intelligence de la part des autorités ; elles pourront générer beaucoup d'espoir au sein de la population.

4 grands axes de développement se révèlent prioritaires pour assurer la sécurité alimentaire dans la commune.

Ce sont :

- *L'augmentation de la production agro – sylvo – pastorale pour une grande disponibilité ;*
- *L'amélioration de services sociaux de base à travers une utilisation rationnelle et en qualité de la consommation alimentaire ;*
- *La promotion du développement à partir des ressources locales en vue d'assurer leur stabilité ;*
- *Le désenclavement de la zone à travers la réalisation des pistes rurales afin de développer le commerce, le transport et la communication.*

IV. RESULTATS DE L'ATELIER DE PLANIFICATION

L'atelier a débouché sur la programmation des actions pour une période de 5 ans. Aussi, élus, services techniques avec à leur tête le Sous Préfet et partenaires au développement se sont largement impliqués pour la réalisation du PSA qui a abouti sur la programmation de plus d'une vingtaine de projets dont les coûts restent dans l'ensemble à déterminer dans le temps.

L'analyse de la situation de la commune donne essentiellement des projets qui embrassent tous les 4 secteurs de développement précédemment cités plus haut.

Ils ressort également que les attentes/projets sont grands et nombreux et requièrent des ressources financières loin des capacités de mobilisation financière de la commune.

Les choix qui ont été porté sur des secteurs productifs doivent recueillir le soutien de tous les bailleurs de fonds de la commune car les communautés sont très éprouvées par les résultats négatifs des campagnes agricoles. Les femmes surtout ont besoin de fonds pour développer des activités génératrices de revenus (AGR)

Quant aux populations, elles doivent savoir que seul le paiement des impôts et taxes peut conduire à l'aboutissement de leurs préoccupations.

Il reste entendu que l'instauration de la sécurité alimentaire dans la commune reste tributaire beaucoup d'actions qui peuvent concerner tous les secteurs de la vie : agriculture, élevage, communication, désenclavement et encadrement et appui financier des populations. C'est pourquoi les actions retenues y font référence.

CADRE LOGIQUE DU PLAN DE SECURITE ALIMENTAIRE

Contraintes	Objectifs globaux	Objectifs spécifiques	Activités	Résultats attendus	Intervenants	Période	Responsables
DISPONIBILITE							
Baisse de la production agricole	Assurer l'auto suffisance alimentaire	Augmentation de la production agricole	Equiper les producteurs	Disponibilité des céréales	Partenaires, CT	2006-2010	Maire
Manque d'équipements agricoles	Augmentation de la production agricole	Idem	Achats des équipements agricoles	Disponibilité des céréales	Partenaires, CT	2006-2010	Maire
In suffisance de pluies	Augmentation de la production agricole	Curer les cours d'eau	Diversifier cultures adaptées	Disponibilité des céréales	Partenaires, CT	2006-2010	Maire
Manque d'encadrement technique et d'organisation	Augmentation de la production agricole	Encadrement technique	Appui en organisation et encadrement technique	Disponibilité des céréales	Partenaires, CT	2006-2010	Maire
Manque de matériels et de semences	Augmentation de la production agricole	Idem	Achats matériels et semences pour maraîchage	Disponibilité des céréales	Partenaires, CT	2006-2010	Maire
Manque de matériels de pêche	Augmentation de la production piscicole	Améliorer la production du poisson et des produits de pêche	Acquisition matérielle de pêche	Disponibilité du poisson et des produits de pêche	Partenaires et CT	2006-2010	Maire
Manque d'organisation des pêcheurs	Augmentation de la production piscicole	Améliorer la production du poisson et des produits de pêche	Organiser les pêcheurs	Disponibilité du poisson et des produits de pêche	Partenaires et CT	2006-2010	Maire
Insuffisance de pâturage	Augmentation de la production animale	Améliorer la production de lait et viande	Régénérer des bourgoutières	Disponibilité des produits animaux	Partenaires et CT	2006-2010	Maire
Occupation des	Augmentation	Améliorer la	Limiter les	Disponibilité des			

zones de pâturage par les cultures	de la production animale	production de lait et viande	parcours des animaux	produits animaux	Partenaires et CT	2006-2010	Maire
Maladies des animaux	Augmentation de la production animale	Améliorer la production de lait et viande	Vacciner les animaux	Disponibilité des produits animaux	Partenaires et CT	2006-2010	Maire
ACCESSIBILITE							
Insuffisance de marchés hebdomadaires	Accès aux produits à l'ensemble de la population	Suffisance de l'alimentation sur tous les marchés	Organisation et formation des commerçants	Les populations peuvent se procurer sur les marchés	Partenaires et collectivités	2006-2010	Maire
Nombre limité de commerçants	Libéralisation du marché	Prix abordable des différents produits	Appui aux populations pour faire du commerce	Disponibilité des produits	Partenaires et CT	2006-2010	Maire
Insuffisance de banques de céréales	Accès à une alimentation	Suffisance de l'alimentation sur tous les marchés	Construction d'un magasin de stockage	Disponibilité des céréales sur les marchés	Partenaires, CT	2006-2010	Maire
Manque d'intrants agricoles	Amélioration du cheptel	Disponibilité de l'aliment bétail pour le bétail	Commerce des intrants agricoles	Le bétail est nourrit	Partenaires et CT	2006-2010	Maire
UTILISATION APPROPRIEE							
Manque d'information	Améliorer la santé nutritive de l'homme par une bonne alimentation	Améliorer la consommation des aliments par la population	Sensibilisation et information en matière de santé / nutrition	Les populations sont informées de la valeur nutritive des aliments	Partenaires, CT, radios	2006-2010	Maire
Absence de jardins maraîchers	Améliorer la santé nutritive de l'homme par une alimentation complète	Instaurer une bonne habitude alimentaire	Commerce de légumes	L'alimentation est diversifiée par sa qualité	Partenaires, CT, radios	2006-2010	Maire
Ignorance de la valeur nutritive de l'aliment	Améliorer la santé nutritive de l'homme par	Instaurer une bonne habitude alimentaire	Formation des leaders communautaires	Les leaders communautaires peuvent	Partenaires, CT, radios	2006-2010	Maire

	une alimentation complète		sur la nutrition	influencer l'habitude alimentaire			
STABILITE							
Enclavement de la commune	Désenclaver la commune	Assurer le ravitaillement des banques	Ravitaillement trimestriel des banques	Les produits sont toujours disponibles sur le marché	Partenaires, CT	2006-2010	Maire
Manque de ressources pour la commune	Assurer la stabilité des produits sur tous les marchés	Disponibilité régulière des produits sur le marché	Création des pistes et routes reliant les grands centres	La commune est fournie à tout moment de l'année	ETAT,	2006-2010	Maire

I. SUIVI-EVALUATION : Indicateurs liés aux différentes composantes

Composantes	Activités	Indicateurs	Coût total	Source					Localisation
				1	2	3	4	5	
DISPONIBILITE	Fertilisation des sols (engrais, urée et phosphate)	Fertiliser les terres cultivables de 500 ha d riz, 700 ha de blé	343 000 000	PASAOP, ANICT, Etat, PACCEM, Commune					Toute la commune
	Reboisement et multiplication de brigades villageoises	Reboiser 500 ha	500 000 000	PASAOP, ANICT, Etat, PACCEM, Commune, Chambre d'agriculture					Toute la commune
	Surcreusement des canaux, lutte anti érosive	Surcreusement des canaux	700 000 000	PNIR, GTZ, commune					Toute la commune
	Dotation en semences améliorées	Utilisation de semences améliorées	700 000 000	GTZ,PACCEM,CA,PNIR,STD					Toute la Commune
	Aménagement des PIV	Aménagement de 400 ha	286 000 000	GTZ,PACCEM,CA,PNIR,STD					Toute la commune
	Organisation et renforcement des paysans agriculteurs	15 groupements d'agriculteurs	200 000 000	GTZ,PACCEM,CA,PNIR,STD					Tote la commune
	Promotion des ressources pastorales (points d'eau, pâturages, aliment bétail)	Doter la commune de 70% de ressources pastorales	300 000 000	ANICT, PASAOP, Etat, commune					Toute la commune
	Traitement des animaux	4 points de traitement des	10 000 000	ANICT, PASAOP, Etat, commune					Toute la commune

		animaux			
	Mise en place d'infrastructures d'élevage	Parc de vaccination, marché à bétail	261 000 000	ANICT, PASAOP, Etat, commune	Toute la commune
	Appui aux organisations d'éleveurs	Renforcement des capacités et dépôts de produits vétérinaires	60 000 000	ANICT, PASAOP, Etat, commune	Toute la commune
	Régénération des bourgoutières	Rendre disponibles les aliments bétails	150 000 000	ANICT, PASAOP, Etat, commune	Toute la commune
	Equipement et renforcement des capacités des pêcheurs	15 groupements de pêcheurs équipés et renforcés	150 000 000	ANICT, PASAOP, Etat, commune	Toute la commune
	Fixation mécanique et biologique des dunes	200 ha	200 000 000	ANICT, PNLCE, commune	Toute la commune
ACCESSIBILITE	Organisation et formation des commerçants	Présence de la consommation	2 000 000	ANICT, Etat, PASAOP, Commune	Commune
	Construction d'un magasin de stockage	Accès facile à la consommation	6 000 000	ANICT, Etat, PASAOP, Commune	Commune
UTILISATION APPROPRIEE	Sensibilisation et information en matière de santé / nutrition	Changement positif dans l'habitude alimentaire	1 000 000	ANICT, Etat, PASAOP, Commune	Commune
	Commerce de légumes	Production de 1T/an	10 000 000	ANICT, Etat, PASAOP, Commune	Commune
	Formation des leaders communautaires sur la nutrition	Bonne habitude alimentaire	1 000 000	ANICT, Etat, PASAOP, Commune	Commune
STABILITE	Création des banques de céréales	2 000 T/an sur le marché	35 000 000	ANICT, Etat, PASAOP, Commune	Commune
	Ravitaillement trimestriel des banques	Pas de rupture (50T/semaine)	15 000 000	ANICT, Etat, PASAOP, Commune	Commune
	Création des pistes et routes reliant les grands centres	Pas de rupture de céréales	A déterminer	ANICT, Etat, PASAOP, Commune	Commune

II. PROGRAMME ANNUEL

Composantes	Activités	Indicateurs	Coût total	Source					Localisation
				1	2	3	4	5	
DISPONIBILITE	Fertilisation des sols (engrais, urée et phosphate)	Fertiliser les terres cultivables de 100 ha d riz, 100 ha de blé	58 000 000	PASAOP, ANICT, Etat, PACCEM, Commune					Toute la commune
	Reboisement et multiplication de brigades villageoises	Reboiser 100 ha	5 000 000	PASAOP, ANICT, Etat, PACCEM, Commune, Chambre d'agriculture					Toute la commune
	Surcreusement des canaux, lutte anti érosive	Surcreusement des canaux	140 000 000	PNIR, GTZ, commune					Toute la commune
	Dotation en semences améliorées	Utilisation de semences améliorées	140 000 000	GTZ,PACCEM,CA,PNIR,STD					Toute la Commune
	Aménagement des PIV	Aménagement de 100 ha	28 600 000	GTZ,PACCEM,CA,PNIR,STD					Toute la commune
	Organisation et renforcement des paysans agriculteurs	3 groupements d'agriculteurs	40 000 000	GTZ,PACCEM,CA,PNIR,STD					Tote la commune
	Promotion des ressources pastorales (points d'eau, pâturages, aliment bétail)	Doter la commune de 25% de ressources pastorales	60 000 000	ANICT, PASAOP, Etat, commune					Toute la commune
	Traitement des animaux	4 points de traitement des animaux	2 000 000	ANICT, PASAOP, Etat, commune					Toute la commune
	Mise en place d'infrastructures d'élevage	Parc de vaccination, marché à bétail	51 000 000	ANICT, PASAOP, Etat, commune					Toute la commune
	Appui aux organisations d'éleveurs	Renforcement des capacités et dépôts de produits vétérinaires	12 000 000	ANICT, PASAOP, Etat, commune					Toute la commune
	Régénération des bourgoutières	Rendre disponibles les aliments bétails	30 000 000	ANICT, PASAOP, Etat, commune					Toute la commune
	Equipement et renforcement des capacités des pêcheurs	15 groupements de pêcheurs équipés et renforcés	30 000 000	ANICT, PASAOP, Etat, commune					Toute la commune

	Fixation mécanique et biologique des dunes	100 ha	100 000 000	ANICT, PNLCE, commune	Toute la commune
ACCESSIBILITE	Organisation et formation des commerçants	Présence de la consommation	2 000 000 2 000 000	ANICT, Etat, PASAOP, Commune	Toute la commune Commune
	Construction d'un magasin de stockage	Accès facile à la consommation	6 000 000	ANICT, Etat, PASAOP, Commune	Commune
UTILISATION APPROPRIEE	Sensibilisation et information en matière de santé / nutrition	Changement positif dans l'habitude alimentaire	1 000 000	ANICT, Etat, PASAOP, Commune	Commune
	Commerce de légumes	Production de 1T/an	10 000 000	ANICT, Etat, PASAOP, Commune	Commune
	Formation des leaders communautaires sur la nutrition	Bonne habitude alimentaire	1 000 000	ANICT, Etat, PASAOP, Commune	Commune
STABILITE	Création des banques de céréales	2 000 T/an sur le marché	35 000 000	ANICT, Etat, PASAOP, Commune	Commune
	Ravitaillement trimestriel des banques	Pas de rupture (50T/semaine)	15 000 000	ANICT, Etat, PASAOP, Commune	Commune
	Création des pistes et routes reliant les grands centres	Pas de rupture de céréales	A déterminer	ANICT, Etat, PASAOP, Commune	Commune